



Conseil d'administration

344^e session, Genève, mars 2022

Section institutionnelle

INS

Date: 25 février 2022

Original: anglais

État d'avancement de la ratification de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1986

1. À sa 343^e session (novembre 2021), le Conseil d'administration a été tenu informé de l'état d'avancement de la ratification de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1986 (ci-après l'Instrument d'amendement de 1986) ¹.
2. Au 11 février 2022, 117 ratifications de l'Instrument d'amendement de 1986 avaient été enregistrées, dont deux émanant de Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable (Inde et Italie). Depuis les dernières informations communiquées au Conseil d'administration à sa session de novembre 2021, aucune nouvelle ratification n'a été enregistrée. Huit ratifications supplémentaires sont nécessaires pour que l'Instrument d'amendement de 1986 entre en vigueur, dont au moins trois doivent émaner de Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable (parmi les pays suivants: Allemagne, Brésil, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Japon et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). À l'heure actuelle, 4 États Membres de la région Afrique, 21 des Amériques, 20 de la région Europe et 25 de la région Asie et Pacifique n'ont pas encore ratifié l'Instrument d'amendement de 1986.
3. Comme indiqué à la cinquième réunion du groupe de travail tripartite chargé de la question de la participation pleine, démocratique et sur un pied d'égalité à la gouvernance tripartite de l'OIT, qui s'est tenue les 3 et 14 février 2022, le Libéria a fait savoir que la ratification de l'Instrument d'amendement de 1986 avait été approuvée par le Parlement et que le Cabinet du Président mettrait la dernière main à l'instrument de ratification, qui devrait être déposé très prochainement. À Cabo Verde, la ratification a été approuvée par l'Assemblée nationale le 27 janvier 2022 et devrait être promulguée par le Président incessamment. La Gambie a déclaré que la ratification avait été approuvée par le Cabinet et qu'elle serait soumise à l'Assemblée nationale. Enfin, Sao Tomé-et-Principe a annoncé que la ratification avait été approuvée par le Parlement et que la procédure de ratification touchait à son terme.

¹ GB.343/INS/INF/4.

4. En outre, la République islamique d'Iran a indiqué que des efforts étaient déployés pour mener à bien le processus de ratification d'ici à juin 2022, en vue d'annoncer la ratification à la 110^e session (2022) de la Conférence internationale du Travail. Les Philippines ont signalé que le ministère des Affaires étrangères élaborait actuellement les documents relatifs à la ratification. Le gouvernement du Turkménistan a fait savoir qu'il envisageait de procéder à la ratification et qu'il prenait des dispositions pour obtenir l'approbation du Parlement.
5. Depuis la 343^e session (novembre 2021) du Conseil d'administration, le Bureau a continué de promouvoir la ratification de l'Instrument d'amendement de 1986. Il n'a reçu aucune autre réponse à la lettre du 14 janvier 2020 que le Directeur général a envoyée aux États Membres n'ayant pas encore ratifié l'Instrument d'amendement de 1986 en vue de les inviter à envisager de donner suite à l'appel lancé par la Conférence, lors de la session du centenaire, en faveur de la ratification dudit instrument et, à moins qu'ils ne l'aient déjà fait, à fournir des commentaires et des explications sur les raisons ayant jusqu'à présent empêché ou retardé cette ratification.